

## **Auray. Finances publiques : « Cette maison n'est pas en danger »**



Le directeur des finances publiques du Morbihan, Claude Girault, a rencontré, vendredi 19 juillet, les agents du centre des finances publiques d'Auray, inquiets de la réorganisation à venir. Il promet de maintenir un accueil à Auray et la poursuite de la réflexion sur le volet emplois. Sans forcément convaincre ses interlocuteurs.

C'est un exercice rare, à la frontière entre le débat public et le spectacle seul en scène, auquel s'est livré, vendredi 19 juillet au matin, Claude Girault. Le directeur départemental des finances publiques était venu rencontrer les personnels du centre d'Auray, inquiets des conséquences qu'aura la réorganisation des finances publiques dans le département et dans leur ville.

Différence importante toutefois, le patron des finances publiques morbihannaises affrontait un public loin d'être acquis à sa cause. Et si l'acteur principal portait un costume, ses contradicteurs avaient revêtu des tenues noires, des masques de tristesse, et brandissaient pancartes et drapeaux annonçant la mort imminente du centre alréen. Le tout sur le parvis du Centre des finances publiques, au milieu de certains usagers et passants, parfois surpris du spectacle. À sa fenêtre, une habitante du quartier contemplait la scène.

### **« Les décisions ne sont pas prises »**

« Cette maison n'est pas en danger ». Au cours d'une discussion d'un peu plus d'une heure, Claude Girault s'est voulu rassurant sur le maintien d'un accueil du public à Auray. Il a toutefois estimé que le bâtiment actuel, dans le centre-ville, n'était « pas en accessibilité totale, et pas bien desservi ». Une façon d'ouvrir la porte à un hypothétique déménagement. « Les finances publiques doivent se transformer », a-t-il insisté. Et même si cette situation est « déplaisante » pour le personnel. Justement, quel impact sur les effectifs ?, demande un syndicaliste. « Cela fait partie de la négociation, lance Claude Girault. Personne n'est obligé de bouger ». Il explique que les mobilités sont accompagnées. « Jusqu'à 15 000 € ».

« Nous sommes dans une phase de concertation. Les décisions ne sont pas prises ». Une affirmation, plusieurs fois répétée, qui n'a pas convaincu la quarantaine d'agents présents. « Le pays d'Auray voit tous ses services publics s'en aller », déplore un contribuable. « On est dépecés », enchaîne Michel Le Scouarnec, qui appelle à la « résistance ». L'ancien maire d'Auray relate son combat pour le maintien du tribunal ou les travaux engagés dans l'actuel bâtiment des impôts. Plusieurs intervenants dénoncent des décisions non-démocratiques. Claude Girault oppose sa légitimité à appliquer les décisions d'un parlement élu : « La démocratie s'exprime dans les urnes ». « Pas seulement ! », bondit une agente. Dans toutes les têtes, et parfois dans les mots, résonnent les revendications des Gilets jaunes.

## «Retravailler» le plan

Claude Girault a récemment rencontré plusieurs élus du territoire, dont le maire d'Auray ou le patron d'Aqta, Philippe Le Ray. Aux agents présents, il promet de « retravailler » son plan. Les échanges sont parfois vifs. Le ton professoral du haut fonctionnaire hérisse. Lui déplore un échange pas toujours « très constructif ». « Nous progresserons dans la réflexion au retour des vacances », dit-il. L'architecture » du projet est attendue pour fin-septembre-début octobre pour de premières modifications, « limitées », en 2020. Les syndicats ne l'entendent pas de cette oreille.

